

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 09 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 09 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 21 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les réfugiés sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Ostende" (n° 2598)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Depuis la mi-janvier, des illégaux essaient de passer en Grande-Bretagne en se cachant dans des conteneurs dans le port d'Ostende, ce qui engendre des nuisances sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Ostende.

Combien d'illégaux ont déjà été appréhendés par la police des chemins de fer? Les patrouilles ont-elle été renforcées? Quelles mesures supplémentaires ont été prises? Dispose-t-on d'informations sur leur origine et leur âge? Dans quelle proportion s'agissait-il de mineurs non accompagnés? Quel sort est réservé aux illégaux appréhendés? Combien d'entre eux ont demandé l'asile?

Les illégaux n'ayant pas encore introduit de demande de régularisation dans notre pays sont-ils activement recherchés? Combien ont été retrouvés en 2010? Quel pourcentage s'était-il rendu coupable d'un fait criminel avant d'être appréhendé?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'année dernière, 1 656 illégaux ont été interceptés sur le territoire d'Ostende. À court terme, l'espace entre le petit bois et les voies, mais également celui entre les voies et la zone portuaire seront mieux clôturés. Un service de gardiennage externe assurera en outre une surveillance nocturne permanente.

En ce qui concerne les personnes en séjour illégal à Ostende, il existe depuis des années une étroite coopération entre les services de police placés sous la coordination de la cellule Traite des êtres humains de la police judiciaire fédérale et le parquet de Bruges. Outre les interventions quotidiennes, l'action Mousson est en cours. Cette action vise à procéder à l'arrestation administrative et à l'internement de personnes sans papiers en vue de leur rapatriement.

Au cours de la présidence belge de l'Union européenne, des efforts ont également été fournis sous la conduite du DirCo de Bruges, dans le cadre du projet Hermes.

Depuis janvier 2010, l'Office des Étrangers réserve quelques places dans les centres pour ces personnes en transit. En 2010, 130 personnes sans papiers ont ainsi été internées dans le cadre de cette action en vue de leur éloignement. Les cinq pays suivants sont les plus représentés parmi les personnes interceptées par la police des chemins de fer: l'Iraq, l'Algérie, la Palestine, l'Inde et le Maroc.

La police des chemins de fer a intercepté dix mineurs non accompagnés. Ce chiffre serait évidemment plus élevé si nous prenions également en compte les chiffres de la police de la navigation. Parmi les 38 personnes interceptées par la police des chemins de fer, le bureau C a délivré sept ordres de quitter le territoire et a demandé onze incarcérations. Deux personnes ont introduit une demande d'asile.

Les étrangers qui refusent de quitter le territoire peuvent être interceptés à leur domicile dans le cadre d'un éloignement forcé. En 2010, sur les 233 personnes arrêtées dans ce cadre, toutes ont été maintenues en détention et 69,5 % d'entre elles ont finalement été éloignées.

6 809 personnes ont été arrêtées pour des faits d'ordre public. Parmi celles-ci, 890 personnes ont été maintenues en détention. Des personnes ayant fait l'objet de plus d'une arrestation, certaines ont sans doute été comptées plusieurs fois.

01.03 Sarah Smeyers (N-VA): L'installation d'une meilleure clôture et des contrôles nocturnes renforcés constituent des pas dans la bonne direction.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2599 a été retirée par Mme Smeyers.

02 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "des demandes d'asile introduites par des Roms sous la nationalité kosovare" (n° 2609)

02.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État pense-t-il que sa prochaine campagne de dissuasion au Kosovo empêchera les Roms des pays avoisinants d'introduire une demande d'asile en Belgique, d'autant plus que cette demande est introduite sous une fausse identité? Tous les Roms qui ont été démasqués pour déclaration de fausse identité sont-ils effectivement retournés dans leur pays? Combien d'entre eux ont engagé une nouvelle procédure d'asile pour pouvoir rester dans notre pays? Combien de demandes d'admission au statut de réfugié ont été déclarées irrecevables depuis le début de cette année sur la base d'une fausse déclaration d'identité?

Notre pays n'exige pas la production d'une pièce d'identité, il est dès lors difficile de contrôler la véritable nationalité. Le secrétaire d'État demandera-t-il un renforcement du contrôle des demandes provenant du Kosovo à la suite de ces abus de plus en plus nombreux? Comment y procédera-t-il?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) constate effectivement que de nombreux Roms qui prétendent être originaires du Kosovo ne peuvent fournir la preuve de cette attache. La campagne de dissuasion menée au Kosovo vise également à dissuader les Kosovars de diverses origines ethniques de faire un usage impropre de notre procédure d'asile. Étant donné qu'une partie des demandeurs d'asile provient effectivement du Kosovo, il est indubitablement judicieux de faire un travail de prévention sur place. Il est exact que nous pourrions également adresser un message similaire aux Roms dans les pays limitrophes du Kosovo comme la Serbie.

Les demandes d'asile introduites par des ressortissants de Serbie, de Macédoine et du Kosovo sont aussi traitées à un rythme accéléré. Du personnel supplémentaire a été mis à contribution à cette fin et l'Office des Étrangers assure un suivi quotidien de ces trois pays. Les autorités belges et kosovares ont signé un *memorandum of understanding* et des traités de réadmission en octobre 2009. En 2010, 52 Kosovars ont été rapatriés de force et 58 sont rentrés volontairement dans leur pays d'origine. En janvier 2011, 19 demandes d'asile émanant de Kosovars sur 131 se sont avérées être des demandes multiples. Selon le CGRA, les tsiganes Roms n'introduisent pas plus que les autres des demandes multiples. En janvier 2011, le CGRA a pris 181 décisions concernant des demandes d'asile introduites par de vrais ressortissants kosovars ou des ressortissants kosovars présumés. Septante-huit pour cent de ces décisions ont été des refus.

Le contrôle de l'identité et de l'origine des demandeurs d'asile fait en tout état de cause partie de l'examen d'une demande.

02.03 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État évoque le recours abusif à la procédure d'asile alors qu'il s'agit d'une fraude pure et simple. Nous envoyons un signal erroné lorsque nous examinons tout de même le dossier d'une personne qui a initialement introduit une demande sous une fausse identité.

Je me permets également de douter du succès de la campagne de dissuasion. En effet, je constate qu'il est

tout de même encore nécessaire, en parallèle, d'accélérer le traitement des dossiers et de maintenir une politique effective de retour. Ces mesures montrent que les étrangers continuent à affluer. Je m'étonne en outre que nous ne disposions pas de données chiffrées relatives à l'origine ethnique des demandeurs d'asile.

02.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Certains dossiers traités par le CGRA concernent des personnes dont l'origine ethnique prétendue est incorrecte. De nombreux étrangers se réclament d'une certaine origine ethnique dans le but d'augmenter leurs chances d'être reconnus comme réfugiés.

Une approche globale s'impose en l'espèce; les campagnes de dissuasion et de prévention revêtent une importance capitale, autant que la politique de retour. Je déplore les problèmes qui subsistent sur le plan de la signature des accords de réadmission.

La Convention de Genève dispose qu'un étranger n'est pas tenu de disposer d'un document d'identité lorsqu'il introduit une demande d'asile. Nous devons respecter ce principe.

Le CGRA déduit des démarches entreprises par un étranger auprès de son ambassade ou de son administration pour se procurer des documents d'identité que l'intéressé n'est pas un réfugié.

Les fraudes relatives aux documents d'identité ne sont pas toujours aisées à déceler. Ces fraudes concernent surtout les Kosovars qui ont habité en Serbie pendant une grande partie de leur vie.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'ouverture du marché du travail aux demandeurs d'asile" (n° 2647)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): L'arrêté royal du 12 janvier 2011 ouvre le marché de l'emploi aux demandeurs d'asile engagés dans une procédure depuis au moins six mois. Cet arrêté royal est la transposition d'une directive européenne.

Pourquoi la Belgique ouvre-t-elle son marché du travail après six mois de procédure, et non au bout d'un an, comme le prévoit la directive européenne? Cette mesure a-t-elle un impact sur le traitement des demandes d'asile? Est-on en train d'instaurer une sorte de régularisation économique? Le fait qu'un demandeur d'asile exerce un emploi régulier peut-il avoir un impact sur la délivrance ou la non-délivrance d'un ordre de quitter le territoire? Comment éviter que cette mesure n'engendre de faux espoirs chez les demandeurs d'asile et qu'elle ne sème la confusion chez les employeurs?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En vertu de la directive européenne 2003/9, les demandeurs d'asile n'ayant encore obtenu aucune réponse concernant leur demande d'asile dans un délai d'un an doivent avoir accès au marché du travail si le retard de traitement de leur demande est indépendant de leur volonté.

Pour que les demandeurs d'asile ne dépendent pas trop longtemps d'un système d'assistance, nous avons choisi de leur permettre de travailler après six mois. Ce nouveau régime n'aura aucune influence sur le choix d'approuver ou non une demande d'asile. Les règles sont suffisamment claires pour éviter tout faux espoir.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): L'objectif est sans doute noble, mais on ferait mieux de s'atteler au raccourcissement de la procédure de demande d'asile. Je crains que nous ne donnions de faux espoirs à certains et je prévois des problèmes. Dans ce contexte, je pense également à un employeur qui n'apprécie certainement pas de voir partir un travailleur de qualité du jour au lendemain.

03.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce n'est pas parce que l'État prévoit des possibilités d'intégration et de travail, que le droit de rester en Belgique s'ensuit automatiquement. Je comprends évidemment qu'il soit difficile, pour la personne qui a suivi un cours d'intégration et qui travaille, de devoir partir. La seule solution est de rendre la procédure la plus courte possible. À cet effet, du personnel supplémentaire sera recruté, la procédure sera plus rapide et une procédure de recours accélérée sera mise

en place auprès du CCE.

03.05 Sarah Smeyers (N-VA): Il aurait mieux valu, selon moi, maintenir à un an le délai pour pouvoir travailler. Avec une procédure raccourcie, la probabilité de voir un demandeur d'asile au travail devoir quitter le pays serait nettement moins élevée.

03.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il n'est pas logique qu'au bout de quatre mois, une personne reçoive de l'argent pour suivre un cours d'intégration alors qu'elle n'a pas le droit de travailler. Mais nous sommes bien d'accord: le raccourcissement de la procédure constitue la solution.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les quotas d'amendes" (n° 2336)

04.01 Leen Dierick (CD&V): À en croire le président du syndicat de la police SNPS, les agents rédigent un maximum de contraventions certains jours afin de remplir leur quota personnel, d'où de nombreuses amendes injustifiées.

Le chef de zone impose-t-il un minimum d'amendes par jour ou par mois? Existe-t-il des contrats de performance? De telles pratiques sont-elles conformes à la législation?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je suis contre les quotas pour ce qui est des contraventions parce que la délivrance de contraventions ne peut être un but en soi, selon moi. Les citoyens doivent savoir qu'ils risquent un procès-verbal uniquement si leur comportement le justifie.

Il ne faut pas confondre les quotas en matière de contrôles et les quotas relatifs aux procès-verbaux à rédiger.

Les quotas relatifs aux contrôles relèvent de l'approche préventive de *community policing* définie dans une approche zonale. Ainsi par exemple, lors des campagnes Bob, la population est préalablement informée en toute transparence et de manière systématique des contrôles à grande échelle qui sont prévus.

Le nombre de procès-verbaux relatifs à ces actions n'est pas connu ni défini à l'avance. Ce serait contraire à la notion de *community policing*.

Il n'est évidemment pas interdit d'aborder le comportement verbalisateur d'un agent de police individuel.

Il n'est possible de s'occuper de certains phénomènes qu'à l'initiative du policier et le suivi s'effectue sur la base d'entretiens d'évaluation du fonctionnement, pas en imposant linéairement des quotas à un policier individuel.

Les articles 60 et 61 du code de déontologie des services de police fournissent aussi des directives. L'intervention judiciaire du policier individuel y est soulignée, ainsi que l'obligation d'observer les directives des autorités, comme le plan de sécurité zonal. Celui-ci comporte les priorités dont chaque agent doit tenir compte dans l'exécution de son service.

04.03 Leen Dierick (CD&V): Je me réjouis que, pour la ministre aussi, il ne peut aucunement être question d'évaluer des personnes sur la base de pareils quotas. Lorsqu'une infraction est commise, un procès-verbal doit être dressé. C'est l'infraction elle-même qui compte, pas le nombre d'infractions.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les personnes en situation illégale et la sécurité dans la gare d'Ostende et alentour" (n° 2362)

05.01 Peter Logghe (VB): Les illégaux qui franchissent les voies ferrées à Ostende pour atteindre les terrains portuaires sont la cause de situations dangereuses et de retards sur la ligne Bruxelles-Ostende.

Quand des mesures seront-elles finalement prises pour y remédier?

Les lieux où les trafiquants d'êtres humains débarquent les illégaux sont connus. La ministre admet-elle la gravité de la situation? Des policiers supplémentaires seront-ils mobilisés?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les politiques de migration et d'asile et la lutte contre la migration illégale relèvent de la compétence du secrétaire d'État M. Wathelet. Je ne peux vous fournir d'informations que sur la mobilisation policière.

Le problème d'Ostende ne date effectivement pas d'hier, mais il est faux de prétendre que la situation se serait récemment détériorée. La police ne connaît pas les lieux où les illégaux sont débarqués, car ces débarquements ne respectent pas un schéma immuable. Les illégaux tentent de rejoindre le port à la tombée de la nuit et en hiver, cela coïncide toujours avec l'heure de pointe, ce qui explique les désagréments subis par les voyageurs des chemins de fer.

Une concertation a été organisée au début de la semaine dernière entre la police des chemins de fer, la police de la navigation, la SNCB, la police locale, le centre de communication provincial de la police, le DirCo de Bruges et les services de la capitainerie de port. Il a été décidé à court terme de mieux clôturer l'espace et de faire appel la nuit à un service de gardiennage externe permanent au nom de la SNCB. Il n'y aura pas de renforts policiers, mais la police des chemins de fer fait des efforts pour assurer une présence maximale.

Concernant ce problème, tous les services de police collaborent déjà étroitement depuis des années sous la coordination de la cellule Traite des êtres humains de la police judiciaire fédérale et du parquet de Bruxelles. Outre les interventions quotidiennes, il faut également compter l'action ciblée "Mousson", visant à arrêter administrativement et à enfermer les personnes en situation illégale interceptées dans les ports maritimes. L'année dernière, cette action a permis d'appréhender 285 illégaux. Pendant la présidence européenne, des actions spécifiques ont été menées sous la direction du DirCo de Bruges dans le cadre du projet Hermes, ce qui a conduit à l'arrestation de 1 656 illégaux à Ostende l'année dernière.

05.03 Peter Logghe (VB): Tous les policiers me disent savoir avec certitude où et quand les illégaux sont débarqués.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le Fonds des calamités et les dégâts dus aux inondations de novembre 2010" (n° 2510)

06.01 Peter Logghe (VB): Les experts estiment à 55,72 millions d'euros les dégâts provoqués à l'agriculture par les chutes de pluie survenues du 11 au 17 novembre 2010. Les compagnies d'assurances n'assurent pas les dégâts aux cultures et ne verseront par conséquent pas d'indemnités. Le Fonds des calamités devrait peut-être intervenir pour les dégâts aux cultures ainsi que pour ceux causés par contamination aux terrains des particuliers. Un certain nombre de politiques prévoient que le Fonds des calamités, qui dispose pour le moment de 14 millions d'euros, ne sera pas en mesure d'indemniser les dégâts provoqués par cette catastrophe.

Est-ce exact? La ministre peut-elle fournir un état des lieux de ces inondations? Combien de dossiers ont-ils été introduits? Où en est l'indemnisation des dommages? Que se passera-t-il s'il n'y a pas assez d'argent disponible? Quand les dégâts seront-ils intégralement estimés et quand les indemnités seront-elles payées?

Dans ma question initiale adressée au secrétaire d'État Clerfayt, j'avais proposé d'accorder la compétence pour le paiement des dédommagements aux personnes qui établissent les dossiers de dommages. Toutes les compagnies d'assurances travaillent de cette manière, à la grande satisfaction de leurs clients. Ma suggestion sera-t-elle prise en considération?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le Fonds des calamités relève des compétences du ministre Reynders et non du secrétaire d'État Clerfayt.

Nous attendons 1 212 dossiers liés à cette catastrophe. Jusqu'à présent, 36 dossiers ont été introduits auprès des gouverneurs de province. Ce sont eux qui prendront les décisions dès que les expertises auront été effectuées. Les habitants des communes citées dans l'arrêté royal du 26 novembre 2010 ont encore jusqu'au 31 mars pour introduire un dossier de dommages auprès du gouverneur de leur province. La liste des communes figurant dans cet arrêté sera étendue par un nouvel arrêté royal, qui est encore en préparation. Ce n'est que lorsque tous les gouverneurs auront pris toutes les décisions d'indemnisation requises que l'on saura clairement combien de dossiers auront été valablement déposés et quel sera le montant global de l'intervention du Fonds des calamités.

Il n'est pas possible de donner une date de paiement des indemnisations, car cela dépend de nombreux facteurs, comme le nombre de dossiers déposés, la date de dépôt, le caractère complet des dossiers, leur complexité, etc. De plus, la loi prévoit une possibilité de recours, de même qu'un système de remploi obligatoire. C'est ainsi que l'indemnité octroyée par le gouverneur de la province n'est versée que dans la mesure où les biens endommagés sont effectivement réparés ou remplacés en cas de destruction complète. Conformément à cette réglementation, 60 % du montant de l'indemnité est versé immédiatement, à la suite de quoi les sinistrés disposent de trois ans pour effectuer les travaux et pour remployer l'intégralité de l'indemnité. Dès que les gouverneurs notifient leur décision à mes services, les indemnités sont versées, du moins en partie, dans les trois semaines qui suivent.

En ce qui concerne le Fonds des calamités, il existe une obligation légale de verser l'indemnité aux sinistrés, même si le Fonds ne dispose pas de moyens suffisants, mais nous n'avons pas d'indications à ce sujet.

06.03 Peter Logghe (VB): Jusqu'à quelle date les dossiers peuvent-ils être introduits?

06.04 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Jusqu'à trois mois après le 26 novembre 2010, donc jusqu'au 26 février 2011.

06.05 Peter Logghe (VB): Si le Fonds des calamités manque de moyens, il faudra probablement procéder à une augmentation de capital et budgétiser cette opération comme un prêt.

06.06 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Ce point relève de la compétence du ministre des Finances.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Karin Temmerman à la ministre de l'Intérieur sur "la sous-traitance du nettoyage des bâtiments de la police fédérale" (n° 2375)**

- **M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "les craintes des organisations syndicales sur le maintien de l'emploi suite à l'annonce d'externalisation des services de nettoyage de la police" (n° 2388)**

Le **président**: La question n° 2388 de M. Jadot avait été reportée mais elle devient sans objet suite à la question de Mme Temmerman.

07.01 Karin Temmerman (sp.a): Le Comité supérieur de concertation pour les services de police envisage de sous-traiter le nettoyage des bâtiments de la police fédérale. Selon une première estimation, cette mesure entraînerait à moyen terme la perte de quelque 600 emplois.

Pour quelles raisons envisage-t-on la sous-traitance? Quel budget a été dégagé dans cette perspective? Où le personnel actuellement en place sera-t-il muté?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Le 19 janvier 2011, les syndicats ont été informés d'un premier projet relatif à la possible sous-traitance du nettoyage des bâtiments de la police fédérale. Ils ont donné leur avis. Il n'y a donc pas eu de décision définitive et une concertation syndicale a été organisée comme il se doit. Les syndicats sont informés et le directeur général, M. Steun, a indiqué que cette opération

doit s'accompagner des mesures d'accompagnement social nécessaires.

Le nettoyage des bâtiments n'est pas une mission centrale de la police. Conformément au Plan national de sécurité 2008-2011, il convient d'examiner si des tâches qui ne sont pas spécifiquement policières peuvent être sous-traitées. Le projet concerne une vingtaine d'équivalents temps plein et le bénéfice, pour la police fédérale, est estimé à 80 000 euros.

07.03 Karin Temmerman (sp.a): La ministre peut-elle aussi répondre à ma question concernant le budget?

07.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je vais faire les recherches nécessaires.

07.05 Karin Temmerman (sp.a): Je comprends que ce dont il est question, c'est surtout d'efficacité. Une étude a-t-elle été menée avant d'échafauder ce plan ou la messe était-elle déjà dite?

07.06 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Dans le Plan national de sécurité 2008-2011, il est mentionné que pour les tâches non policières, il faut examiner la question de savoir si les moyens disponibles ne peuvent pas être dépensés plus efficacement. Si une enquête fait apparaître qu'on pourrait dépenser 80 000 euros de moins, je pense que ça vaut la peine d'y réfléchir, bien entendu en concertation avec les organisations syndicales.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "le transport par rail de déchets nucléaires en provenance de France" (n° 2363)**
- **M. Franco Seminara à la ministre de l'Intérieur sur "le récent transport de déchets nucléaires en Belgique via le réseau ferroviaire" (n° 2522)**

08.01 Franco Seminara (PS): Un train a transporté, le 3 février, des déchets radioactifs provenant des centrales nucléaires de Tihange et de Doel. Ces déchets nucléaires avaient été compactés à La Hague, en France. Le train a rejoint Mol en soirée. Le chargement a, par la suite, été transféré sur des camions qui ont transité par Dessel et ont été dirigés vers le site de stockage de Belgoprocess.

Comment l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) a-t-elle été impliquée dans la sécurisation du transport de ces déchets nucléaires sur le territoire? De quelle manière ces déchets ont-ils été stockés sur le site de Belgoprocess? Quels sont les processus de sécurité suivis par l'AFCN, tant sur le trajet que lors du stockage?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les conteneurs sont soumis à l'approbation des autorités compétentes des pays concernés (l'AFCN lorsque les conteneurs sont utilisés sur le territoire belge). Les transports de matières radioactives sont soumis à une autorisation préalable délivrée par l'AFCN. L'organisation de ces transports est coordonnée avec l'AFCN, le centre de crise et la police fédérale, l'expéditeur, le destinataire et les transporteurs. Tant du point de vue de la sûreté que de celui de la sécurité, ce type de transport est suivi et accompagné par les autorités belges.

Les déchets compactés sont stockés sur le site de Belgoprocess, dans le bâtiment 136, conçu pour l'entreposage intermédiaire des déchets vitrifiés et compactés, conditionnés sur le site AREVA à La Hague.

Les colis utilisés lors de ce type de transport sont conçus pour assurer la protection des personnes et de l'environnement, tant dans des conditions normales que dans des conditions accidentelles de transport, quel que soit le mode de transport utilisé. Ils satisfont aux critères déterminés par l'Agence internationale de l'énergie atomique et repris dans les différentes réglementations modales.

Quant au stockage, Belgoprocess est un établissement nucléaire de classe 1 qui fait l'objet d'une autorisation de création et d'exploitation délivrée par arrêté royal. La mise en œuvre et le respect de ces exigences sont suivis par le service de contrôle physique de l'exploitant et contrôlés par l'AFCN et sa filiale BEL V.

08.03 Franco Seminara (PS): Il convient d'être vigilant en ce qui concerne la sécurisation des déchets nucléaires stockés dans notre pays pour préserver l'intégrité de nos concitoyens et notre cadre de vie.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2363 de M. Calvo est devenue sans objet. La question n° 2390 de M. Jadot est reportée.

09 Questions jointes de

- **Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation abusive d'hélicoptères de la police fédérale" (n° 2513)**
- **M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "l'enquête du parquet de Bruxelles concernant des pratiques douteuses au sein du Service d'appui aérien de la police fédérale de Melsbroek" (n° 2629)**

09.01 André Frédéric (PS): Le parquet de Bruxelles aurait ouvert une enquête au sein de l'appui aérien de la police fédérale de Melsbroek. Des membres du personnel auraient utilisé des hélicoptères à des fins personnelles et n'auraient pas respecté des procédures liées aux marchés publics. Un simulateur de vol d'une valeur approximative de 300 000 euros aurait disparu.

Confirmez-vous l'ensemble de ces informations? Si oui, comment est-il possible que des policiers utilisent des hélicoptères à des fins privées? Un contrôle a-t-il été effectué a posteriori? Quelle est la procédure en vigueur lors de l'utilisation d'hélicoptères par la police fédérale?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Je confirme que le parquet de Bruxelles a ouvert une enquête, qui relève de la compétence des autorités judiciaires, suite aux informations dont vous parlez. Les missions du service d'appui aérien (DAFA) sont opérationnelles, de formation des pilotes et opérateurs, et de maintenance des aéronefs.

Généralement, une mission suppose l'engagement d'un seul appareil et exceptionnellement de plusieurs. Les hélicoptères sont engagés au profit des unités de police locale et fédérale ou de sécurité et de protection civile. Les vols sont surveillés par les contrôles de trafic aérien belge. Un rapport est rédigé après chaque mission.

09.03 André Frédéric (PS): J'attendrai donc avec impatience les conclusions de l'enquête.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la durée de la formation des agents" (n° 2633)**
- **Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des nouveaux agents" (n° 2639)**

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): Dans les pays voisins, la formation des policiers dure deux ans et en Belgique seulement un an. Une prolongation de la formation permettrait aux aspirants d'apprendre davantage de tâches de base, ce qui faciliterait l'échange international des policiers.

Quelle est la position de la ministre à cet égard? Pourquoi le groupe de travail national ne peut-il mettre en œuvre la nouvelle formation avant 2015? Une concertation est-elle également prévue avec les Communautés?

10.02 Leen Dierick (CD&V): Comment s'exerce le contrôle de qualité des formations dispensées par les écoles provinciales de police? Des termes finaux ont-ils été établis? Comment contrôle-t-on le résultat et quelles sont les conclusions des contrôles? Toutes les écoles provinciales enregistrent-elles un score équivalent?

Est-il vrai que la formation de base des policiers dans notre pays est nettement plus courte que dans les

pays voisins? Dans le calcul de la durée de formation, est-il tenu compte aussi du principe de *learning on the job*? Quel est l'impact budgétaire de la prolongation de la formation?

10.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La durée de la formation de base en Belgique n'est pas nécessairement plus courte qu'ailleurs. En France et en Suisse, cette formation dure également une année, contre trois ans pour les Pays-Bas. La durée de formation dépend du niveau de diplôme exigé pour l'admission à la formation d'agent de police. En outre, dans notre pays, le stage constitue une partie importante de la formation de base, de sorte que la durée totale de la formation dépasse, de ce fait, une année.

Pour ce qui est des objectifs finaux actuels, je vous renvoie à l'arrêté ministériel de 2002, qui esquisse le profil de compétences requis pour devenir inspecteur de police. Le contrôle de qualité est décrit dans l'arrêté royal de 2008 relatif aux normes pédagogiques pour les écoles de police. Des épreuves doivent être organisées au moins une fois par an pour évaluer la qualité des formations de base. En fonction des résultats, on énonce des recommandations destinées à améliorer la qualité de ces formations. Cette épreuve a été organisée pour la première fois le 30 septembre 2009. L'analyse a conduit à une double constatation: on observe une certaine homogénéité entre les écoles de police, mais il convient de fournir des efforts supplémentaires pour améliorer les connaissances des aspirants sur des thèmes tels que la législation routière et le droit pénal.

Les priorités sont fixées par moi-même dans le cadre des plans de formation annuels. Ainsi, je demande que certains éléments comme, par exemple, la rédaction correcte d'un procès-verbal, soient intégrés au plan de formation suivant.

En réalité, la qualité des formations est également contrôlée par le biais des dossiers d'agrément, dans les conseils de formation et dans les comités pédagogiques, ainsi que sur la base des rapports d'auto-évaluation.

À long terme, le projet "La police, une organisation apprenante" est destiné à rénover la formation et à mettre en œuvre les directives du système européen d'enseignement supérieur, telles que définies à Bologne et à Copenhague. Il me semble que nous devons veiller à ce que notre système soit à terme compatible avec d'autres, de manière à garantir un afflux de candidats nettement plus diversifié.

L'évaluation interne a été effectuée en 2010. L'évaluation externe réalisée à l'occasion des commissions de visite se déroulera en 2011. Après avoir défini les objectifs de base et les objectifs finaux, après avoir arrêté les partenariats avec les universités et les écoles supérieures et après avoir organisé le financement, le nouveau parcours de formation pourra démarrer en 2013.

Les Communautés ont participé aux projets dès leur lancement et elles sont également membres du groupe de pilotage. Il est difficile d'évaluer l'incidence budgétaire de l'apprentissage prolongé.

10.04 Leen Dierick (CD&V): Il est important que le stage entre également en compte dans la durée d'une formation. L'aspect financier constitue, lui aussi, un facteur déterminant étant donné que les participants sont payés pendant leur formation. Enfin, l'évaluation de la réforme des polices par le conseil fédéral de police doit aussi prendre en compte les recommandations.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 2513 et 2514 de Mme Delacroix-Rolin sont transformées en questions écrites.

Président: André Frédéric.

11 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la baisse de la criminalité de rue à Cureghem" (n° 2543)

11.01 Ben Weyts (N-VA): La tolérance zéro a été instaurée à Cureghem afin de lutter contre la criminalité urbaine. Le nombre de sackjacks, de vols de voiture, d'actes de vandalisme et de vols avec violence a

baissé en 2010 de 28 % par rapport à 2009. Lorsque la présidence européenne a nécessité des renforts de police, le nombre de méfaits a immédiatement augmenté.

Comment les chiffres ont-ils évolué dans l'ensemble de la zone de police? Quelle est l'évolution dans les autres zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale et dans les zones limitrophes de Sint-Pieters-Leeuw et Dilbeek? Combien d'agents de police supplémentaires ont été envoyés sur le terrain en 2010? Dans quelle proportion ce recours supplémentaire a-t-il pu être possible grâce à la réorientation ou au déplacement des effectifs disponibles dans la zone de police Sud? Dans quelle mesure la police fédérale y a-t-elle participé?

L'aide de la police fédérale est-elle maintenue en 2011? Cette approche se traduira-t-elle par un renforcement de la sécurité à long terme également? Cet outil pourrait-il être mis en œuvre dans le futur, éventuellement dans d'autres situations sur d'autres terrains?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Pour la Région de Bruxelles-Capitale, nous constatons une diminution généralisée – et, dans certains cas, très significative – du nombre de faits enregistrés. Dans les communes de Sint-Pieters-Leeuw et de Dilbeek, le nombre de sackjackings a légèrement baissé et les autres faits affichent un statu quo.

La tolérance zéro a commencé le 6 février 2010. Au total, la police fédérale y a affecté, entre février et décembre 2010, 22 452 heures/hommes, soit quelque 70 % de l'affectation totale au cours de cette période. Le soutien fédéral se poursuit en 2011. L'évaluation est prévue le 31 mars 2011.

Le renforcement de la présence policière en rue porte ses fruits. Par exemple, lorsque moins d'agents sont présents à cause d'un sommet européen ou d'une grève du personnel pénitentiaire, on constate presque immédiatement une recrudescence des faits criminels.

Une fois de plus, il a été démontré que la police et le parquet font un bon travail, mais que la lenteur de la justice mine le rendement de l'engagement policier.

La tolérance zéro débouche sur la chute significative des chiffres de la criminalité et sur la réoccupation du terrain par la police et les autorités locales.

La zone Bruxelles-Midi travaillera – à l'instar de la zone Bruxelles-Nord – avec des "Koban", postes de quartier assurant la proximité entre les agents et les citoyens pour leur permettre de développer une relation de confiance. Il s'agit d'un travail de longue haleine. La Région devra surtout investir dans l'enseignement et la création d'emplois.

11.03 Ben Weyts (N-VA): Je n'ai pas reçu de chiffres pour les zones de police limitrophes de Sint-Pieters-Leeuw et Dilbeek, pas plus qu'une réponse à ma dernière question.

11.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je peux communiquer les chiffres à M. Weyts. Les chiffres sont tellement positifs que j'ose à peine les divulguer.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2554 de M. Van Hecke est reportée.

12 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure d'adjudication pour le développement d'un outil d'analyse des risques pour la sécurité civile" (n° 2572)

12.01 Leen Dierick (CD&V): Une procédure d'adjudication a été lancée pour le développement d'un outil d'analyse des risques pour la sécurité civile, outil qui serait notamment utilisé par les futures zones des services d'incendie. Il me revient qu'une procédure a été entamée au Conseil d'État contre la passation de ce marché public.

Est-ce exact? Si c'est exact, quels effets cette procédure pourrait-elle avoir sur cette analyse des risques? Quel calendrier a été fixé pour la suite? Le développement de cette analyse des risques pourrait-il être

accéléré?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'année dernière, un marché public a été lancé pour le développement et la mise en œuvre d'une analyse de risques au niveau zonal. Un des soumissionnaires a introduit un recours en suspension contre la décision auprès du Conseil d'État qui a suspendu l'exécution de la décision d'attribution. Par ailleurs, le soumissionnaire insatisfait a également saisi le tribunal. Ces procédures judiciaires retardent le dossier. L'administration réexamine les offres. Une nouvelle décision d'attribution sera prise dans deux semaines.

12.03 Leen Dierick (CD&V): Cette décision est cruciale pour les nouvelles zones de services d'incendie. Il faut à présent accélérer les choses. Les gens veulent aller de l'avant sur le terrain.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les contrats de sécurité et de prévention" (n° 2573)

13.01 Leen Dierick (CD&V): En ce qui concerne les contrats de sécurité et de prévention, le gouvernement en affaires courantes a décidé, il y a quelques mois, de prolonger ces contrats jusque fin 2011.

Une nouvelle prolongation est-elle prévue?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le 15 décembre 2010, les contrats ont été prolongés jusqu'au 30 juin 2011. Ces contrats sont essentiels pour la tolérance zéro et l'organisation sociétale. Je prépare pour l'instant un nouveau dossier afin de proposer au Conseil des ministres une nouvelle prolongation des contrats de sécurité. Je sais en effet qu'il y a des délais de préavis qui génèrent une fois encore une grande insécurité sur le terrain.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les lésions auditives éventuelles chez les jeunes candidats agents de police et candidats pompiers" (n° 2590)

14.01 Leen Dierick (CD&V): La ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture a formulé un certain nombre de propositions afin de supprimer les zones grises dans la législation sur le bruit. Elle souhaite avant tout fixer des normes de bruit claires pour les espaces publics et les grands événements, tels que les festivals de musique et les événements sportifs, ce qui est nécessaire, vu le nombre croissant de lésions auditives chez les jeunes. Ces dernières années, de plus en plus de candidats aux formations d'agent de police et de pompier auraient été refusés en raison de lésions auditives.

Est-ce exact? La ministre dispose-t-elle de chiffres qui démontrent que le problème a pris de l'ampleur?

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les critères médicaux, auxquels doivent satisfaire les candidats au cadre opérationnel des services de police, autorisent une perte auditive moyenne de 30 décibels sur les fréquences de 500, 1 000 et 2 000 hertz. Une perte auditive plus importante est rarement constatée. Par conséquent, aucune augmentation significative du nombre de refus en raison de pertes auditives n'est constatée à l'heure actuelle. En revanche, on constate une augmentation des lésions auditives chez les jeunes, sans que la perte auditive autorisée de 30 décibels entre les fréquences susmentionnées ne soit dépassée.

Le recrutement des pompiers ressortit à la compétence des communes. Un éventuel refus des candidats relève donc de la compétence des services de médecine du travail concernés par la procédure de sélection. Nous ne disposons pas de chiffres à ce sujet et j'ignore si les communes établissent des statistiques en la matière.

L'incident est clos.

Président: Ben Weyts.

15 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la commission d'aptitude du personnel des services de police (CAPSP)" (n° 2592)

15.01 André Frédéric (PS): Est-il concevable qu'un commissaire divisionnaire, président la commission d'aptitude des services de police, puisse, pour prendre ses décisions, avoir accès à des données d'ordre médical? Ne faudrait-il pas séparer les aspects pratiques et opérationnels et réserver l'aspect médical à des médecins?

15.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): L'approche multidisciplinaire permet, dans l'intérêt du membre du personnel, d'envisager toutes les hypothèses possibles. Le président est le garant de la procédure, il n'intervient pas dans la discussion purement médicale et est lié par le secret.

Cela n'a pas encore posé de problème.

15.03 André Frédéric (PS): J'espère que cela ne créera pas des recours car il n'est pas normal que quelqu'un qui ne fait pas partie du corps médical ait accès aux données à caractère médical et donc personnel.

L'incident est clos.

16 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle médical au sein de la police" (n° 2593)

16.01 André Frédéric (PS): De nombreux chefs de corps considèrent que le contrôle médical est vain puisqu'on ne remet quasiment jamais personne au travail de manière anticipée. Cela suppose pourtant un coût non négligeable.

Combien de contrôles médicaux ont-ils été réalisés en 2008, 2009 et 2010? Quelle est la proportion de décisions de remise au travail anticipée? S'il se confirme que ces contrôles sont vains, comptez-vous prendre des initiatives en la matière?

16.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): En 2009, 8 005 contrôles ont été effectués dont 254 ont entraîné une modification de la période dite d'incapacité; dans 393 cas, l'absence n'a pas été confirmée par le médecin contrôleur. En 2010, 8 419 contrôles ont été effectués dont 266 ont entraîné une modification de la période d'incapacité; dans 414 cas, l'absence n'a pas été confirmée par le médecin contrôleur.

Pour améliorer la lutte contre l'absentéisme, le service médical a développé un programme de gestion du contrôle médical fonctionnant sur base d'une déclaration d'absence opérée par le service du personnel via le logiciel Calog.

Cette nouvelle approche de l'absentéisme permettra de réagir aux incapacités de courte durée.

L'incident est clos.

17 Question de Mme Valérie Déom à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en observation sous la contrainte" (n° 2620)

17.01 Valérie Déom (PS): Selon les journaux du groupe *Vers l'Avenir* de ce lundi, un médecin se serait vu refuser la mise en observation sous contrainte d'un de ses patients, sous prétexte que cela ne pouvait se faire un vendredi soir. L'officier de garde aurait répondu au médecin qu'il n'avait qu'à venir lui-même au commissariat, qu'on enverrait une équipe "pêcher" le patient, qu'on le mettrait deux ou trois jours "au trou" et qu'on le ferait voir par un psychiatre lundi ou mardi matin.

Pourtant, la protection des personnes et des biens, l'assistance aux personnes en danger, la surveillance de ceux qui mettent gravement en péril leur santé et leur sécurité ou qui constituent une menace grave pour la vie ou l'intégrité d'autrui font partie des missions de la police.

Des situations analogues vous ont-elles déjà été rapportées? Des initiatives spécifiques sont-elles organisées pour sensibiliser les policiers à cette problématique? Que comptez-vous entreprendre pour éviter qu'à l'avenir, de telles situations, qui pourraient dégénérer, ne se produisent?

17.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les diagnostics et les traitements des troubles psychiques ne peuvent donner lieu à aucune restriction de liberté individuelle. Les mesures de protection pouvant être prises en la matière sont ordonnées par le juge de paix; elles ne peuvent être prises, à défaut de tout autre traitement approprié, à l'égard d'un malade mental que s'il met gravement en péril sa santé et sa sécurité ou s'il constitue une menace grave pour la vie ou l'intégrité d'autrui.

Dans le cas que vous soulevez, le médecin doit s'adresser au procureur du Roi ou au juge de paix selon l'urgence de la situation. Les services de police n'ont aucune compétence d'initiative en la matière. Dans l'hypothèse où le procureur du Roi aurait pris en urgence une décision de mise en observation, il requiert les services de police. Le transport de l'intéressé vers le service psychiatrique dans lequel le malade est mis en observation est organisé par le directeur de l'établissement concerné.

La situation que vous décrivez ne s'est présentée qu'une seule fois en 2010. La formation de base des fonctionnaires de police contient un module relatif à leur compétence d'intervention dans le cadre de la prise en charge des malades mentaux.

17.03 Valérie Déom (PS): Manifestement, le cas décrit par le médecin constituait une menace grave pour lui-même ou pour son entourage. Je pense que dans une telle situation, c'est la police qui doit saisir le procureur du Roi.

J'ai lu dans la presse que des substituts et des procureurs du Roi établissaient une différence entre les mises en observation durant la semaine et celles du week-end. Cela m'a semblé préoccupant.

L'incident est clos.

18 Questions jointes de

- **M. Christophe Bastin** à la ministre de l'Intérieur sur "la grève du central 100 à Namur" (n° 2623)

- **M. Georges Gilkinet** à la ministre de l'Intérieur sur "la situation et l'avenir du central 100 de Namur" (n° 2640)

18.01 Christophe Bastin (cdH): Le 7 février, les opérateurs du central 100 de Namur ont déposé un préavis de grève au *finish*, qui n'aura aucune conséquence négative pour les citoyens namurois, le blocage ayant lieu au niveau administratif.

Les revendications des grévistes visent le statut et l'avenir du personnel des centres 100, qui semble souffrir d'un oubli de financement de la part du fédéral.

À Namur, on compte 18 opérateurs communaux et 15 renforts fédéraux. Ces deux catégories de travailleurs assurent les mêmes missions, mais les agents communaux sont amenés à assurer des services de 12 heures environ alors que les renforts fédéraux prestent 7 heures 36 minutes par jour.

Il avait par ailleurs été décidé de lancer un projet de système de communication intégré (technologie

ASTRID, projet 112), dénommé "migration".

Comment comptez-vous stabiliser la situation professionnelle du personnel des centres 100? Avez-vous pris des dispositions pour résorber l'incompatibilité entre les deux catégories de travailleurs du même central? Comment comptez-vous encourager l'implémentation des centres 112 en province de Namur? Quelle aide financière l'État compte-t-il octroyer?

18.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le centre 100-112 de Namur emploie actuellement 18 opérateurs communaux et 13 opérateurs fédéraux chargés de les assister avant, pendant et après la migration.

Il existe des différences de statut entre opérateurs fédéraux et communaux, mais le régime horaire est identique. Ces différences seront résolues grâce à l'intégration des opérateurs communaux par le fédéral. À ce sujet, des projets d'arrêtés royaux font l'objet, pour l'instant, d'une concertation politique.

Cette fédéralisation est l'une des clefs de la réussite de la migration des centres 100. Celle du centre 100 de Namur est prévue pour l'automne 2011. Les coûts seront pris en charge par l'État fédéral. La procédure juridique opposant la Ville de Namur à celui-ci est toujours en cours. Un premier jugement relatif aux principes a été émis en faveur de Namur, mais un second doit encore être prononcé au sujet du montant. Un appel sera interjeté.

18.03 Christophe Bastin (cdH): Vous m'avez convaincu, madame la ministre.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2640 de M. Gilkinet est devenue sans objet.

Ma question n° 2658 est reportée à la prochaine réunion. La question n° 2601 de M. Schoofs est également reportée à la semaine prochaine, de même que la question n° 2554 de M. Van Hecke.

La réunion publique est levée à 16 h 20.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de vluchtelingen op de spoorlijn Brussel-Oostende" (nr. 2598)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Sinds half januari proberen illegalen via containers in de Oostendse haven de grens over te steken naar Groot-Brittannië. Hierbij zorgen ze voor hinder op de spoorlijn Brussel-Oostende.

Hoeveel illegalen werden er zo al opgepakt door de spoorwegpolitie? Worden de patrouilles verscherpt? Welke extra maatregelen worden er genomen? Is er informatie omtrent hun afkomst en leeftijd? Hoeveel van hen waren niet-begeleide minderjarigen? Wat gebeurt er met de aangehouden illegalen? Hoeveel van hen vroegen asiel aan?

Worden illegalen die nog geen aanvraag tot regularisatie deden in ons land, actief opgespoord? Hoeveel werden er in 2010 ontdekt? Hoeveel procent werd ontdekt na het plegen van een crimineel feit?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Vorig jaar werden er in totaal 1.656 illegalen opgepakt op het grondgebied van Oostende. Op korte termijn zal er een betere afsluiting komen tussen het bosje en de sporen, maar ook tussen de sporen en het havengebied. Ook zal 's nachts permanente bewaking worden georganiseerd door een externe bewakingsdienst.

In verband met de personen zonder wettig verblijf te Oostende bestaat er al jarenlang een nauwe samenwerking tussen de politiediensten onder coördinatie van de cel Mensensmokkel van de federale

gerechtelijke politie en het parket te Brugge. Naast de dagelijkse interventies loopt er de actie Moesson. Deze actie beoogt de administratieve aanhouding en opsluiting van mensen zonder papieren met het oog op repatriëring.

Ook werden tijdens het EU-voorzitterschap inspanningen geleverd onder leiding van de DirCo Brugge in het kader van het project-Hermes.

De Dienst Vreemdelingenzaken reserveert sinds januari 2010 enkele plaatsen in de centra voor deze transitmensen. In 2010 werden er 130 mensen zonder papieren in het kader van deze actie opgesloten met het oog op verwijdering. De top vijf van de nationaliteiten die door de spoorwegpolitie worden opgepakt is: Irak, Algerije, Palestina, India en Marokko.

Er werden tien niet-begeleide minderjarigen opgepakt door de spoorwegpolitie. Dit cijfer zou natuurlijk hoger liggen wanneer wij ook de cijfers van de scheepvaartpolitie zouden meerekenen. Van de 38 personen die door de spoorwegpolitie zijn opgepakt, heeft bureau C zeven bevelen om het grondgebied te verlaten afgeleverd en elf opsluitingen. Twee personen hebben asiel aangevraagd.

Vreemdelingen die het grondgebied niet willen verlaten, kunnen op adres worden opgehaald om gedwongen verwijderd te worden. In 2010 waren er in dit kader 233 arrestaties, waarbij alle betrokkenen werden vastgehouden en 69,5 procent uiteindelijk verwijderd werd.

Inzake feiten van openbare orde waren er 6.809 arrestaties. Daarvan werden 890 personen vastgehouden. Mogelijk is er sprake van een aantal dubbeltellingen omdat bepaalde personen meerdere malen worden opgepakt.

01.03 Sarah Smeyers (N-VA): Een betere afsluiting en een verscherpte nachtelijke controle zijn stappen in de goede richting.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2599 werd ingetrokken door mevrouw Smeyers.

02 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "Roma-zigeuners die asiel aanvragen onder Kosovaarse identiteit" (nr. 2609)

02.01 Sarah Smeyers (N-VA): Denkt de staatssecretaris dat zijn geplande ontradingscampagne in Kosovo de zigeuners uit de buurlanden ervan zal kunnen weerhouden om asiel aan te vragen in ons land, zeker wanneer dat gebeurt onder een valse identiteit? Keerde elke Roma-zigeuner die werd betrappt op een valse identiteit, ook effectief terug? Hoeveel van hen startten een nieuwe asielpcedure om toch te kunnen blijven? Hoeveel aanvragen voor de status van vluchteling werden sinds begin dit jaar ongegrond verklaard op basis van een valse identiteit?

In ons land wordt geen identiteitsbewijs geëist, waardoor de echte nationaliteit moeilijk te controleren is. Zal de staatssecretaris ten gevolge van deze toenemende misbruiken aanvragen uit Kosovo strenger laten controleren? Hoe?

02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS) stelt inderdaad vast dat veel Roma die beweren afkomstig te zijn uit Kosovo, deze band niet kunnen staven. De ontradingscampagne in Kosovo heeft ook tot doel om Kosovaren van diverse etnische origine te weerhouden van een oneigenlijk gebruik van onze asielpcedure. Aangezien een deel van de asielzoekers daadwerkelijk afkomstig is uit Kosovo, is preventie ter plaatse wel degelijk zinvol. Men zou inderdaad ook een dergelijke boodschap kunnen geven aan de Roma in buurlanden als Servië.

Asielaanvragen van onderdanen uit Servië, Macedonië en Kosovo worden ook versneld behandeld. Extra personeel werd daarvoor ingezet en er is een dagelijkse opvolging van deze drie landen bij de Dienst Vreemdelingenzaken. De Belgische en Kosovaarse autoriteiten hebben in oktober 2009 een memorandum of understanding en readmissieverdragen getekend. In 2010 keerden 52 Kosovaren gedwongen terug, 58 deden dat vrijwillig. In januari 2011 waren 19 van de 131 asielaanvragen voor Kosovo meervoudige aanvragen. Volgens het CGVS dienen Roma-zigeuners niet vaker dan anderen meervoudige asielaanvragen in. Het Commissariaat-generaal nam in januari 2011 181 beslissingen inzake asielaanvragen ingediend door echte of vermeende Kosovaarse onderdanen, waarvan 78 procent een weigering betrof.

De controle van de identiteit en herkomst van asielzoekers maakt sowieso deel uit van het asielonderzoek.

02.03 Sarah Smeyers (N-VA): De staatssecretaris spreekt over het oneigenlijke gebruik van de asielprocedure, maar eigenlijk gaat het om puur bedrog. Door alsnog het dossier te behandelen van iemand die aanvankelijk een aanvraag heeft ingediend onder een valse identiteit, geven we een fout signaal.

Ik trek ook het succes van de ontradingscampagne in twijfel, als er daarnaast toch nog nood is aan een versnelde behandeling van de dossiers en een effectief terugkeerbeleid, want dat houdt in dat de mensen blijven komen. Het is ook vreemd dat er geen cijfers zijn over de etnische oorsprong van asielzoekers.

02.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): In verschillende dossiers bij het CGVS is de etnische oorsprong die een persoon beweert te hebben, niet correct. Velen claimen een bepaalde etnische oorsprong omdat het de kans verhoogt tot een mogelijke erkenning als vluchteling.

Er is een totaalaanpak nodig: ontradings- en preventiecampagnes zijn heel belangrijk, net als het terugkeerbeleid. Ik betreur dat we nog enkele problemen hebben met de ondertekening van de readmissieakkoorden.

De Conventie van Genève bepaalt dat iemand die een asielprocedure indient, geen identiteitsdocumenten bij zich hoeft te hebben. We moeten dat respecteren.

Uit het feit dat iemand bij zijn ambassade of administratie om identiteitspapieren is gegaan, leidt het CGVS af dat het geen vluchteling is.

De fraude met identiteitsdocumenten is niet altijd gemakkelijk opspoorbaar. Er is vooral fraude bij Kosovaren, die een groot gedeelte van hun leven in Servië woonden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het openstellen van de arbeidsmarkt voor asielzoekers" (nr. 2647)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): Met het KB van 12 januari 2011 wordt de arbeidsmarkt opengesteld voor asielzoekers wier procedure zes maanden loopt. Het KB is een omzetting van een Europese richtlijn.

Waarom stelt België de arbeidsmarkt al open na zes maanden, en niet na een jaar, zoals in de Europese richtlijn staat? Heeft dit gevolgen voor de behandeling van het asielverzoek? Wordt er een soort van economische regularisatie ingevoerd? Heeft een regelmatige job uitoefenen een invloed op het al dan niet uitreiken van het bevel om het grondgebied te verlaten? Hoe kunnen we vermijden dat dit voor onrechtmatige verwachtingen bij de asielzoeker en voor onbegrip bij de werkgever zorgt?

03.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Volgens de Europese richtlijn 2003/9 moet een asielzoeker die na een jaar nog geen antwoord op zijn aanvraag heeft gekregen, toegang krijgen tot de arbeidsmarkt, als de vertraging bij de behandeling van de aanvraag niet aan hem te wijten is.

Om asielzoekers niet te lang in het bijstandssysteem te laten zitten, hebben wij ervoor gekozen om hen al na

zes maanden te laten werken. Deze nieuwe regeling zal geen invloed hebben op het al dan niet goedkeuren van de asielaanvraag. De regels zijn duidelijk genoeg om geen valse verwachtingen te doen ontstaan.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): De bedoeling is wellicht nobel, maar men zou beter werk maken van het verkorten van de asielpcedure. Ik vrees dat we valse verwachtingen wekken en ik voorzie problemen. Ik denk daarbij ook aan een werkgever die niet graag van de ene dag op de andere een goede werkracht het grondgebied ziet verlaten.

03.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het is niet omdat de Staat in mogelijkheden tot inburgering en werk voorziet, dat daaruit automatisch het recht om in België te mogen blijven, volgt. Ik begrijp natuurlijk dat het moeilijk is voor iemand die hier een inburgeringscursus heeft gevolgd en werkt, om weg te moeten. Daarvoor is maar één oplossing: de procedure zo kort mogelijk maken. Daartoe wordt extra personeel aangeworven, wordt de procedure versneld en komt er een versnelde beroepsprocedure bij de RVV.

03.05 Sarah Smeyers (N-VA): Ik denk dat we de termijn om te mogen werken beter op één jaar hadden gehouden. Met een verkorte procedure zou de kans dan veel kleiner zijn dat asielzoekers die aan het werk zijn, toch het land moeten verlaten.

03.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het is niet logisch dat iemand na vier maanden geld krijgt om een inburgeringscursus te volgen, maar dan toch niet mag werken. Maar wij zijn het eens: de oplossing ligt in een kortere procedure.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de boetequota" (nr. 2336)

04.01 Leen Dierick (CD&V): Volgens de voorzitter van de politievakbond NSPV schrijven agenten op bepaalde dagen zoveel mogelijk bekeuringen uit om te kunnen voldoen aan het persoonlijk bonnenquotum. Daardoor worden vaak zinloze boetes uitgeschreven.

Legt de zonechef op om een minimum aantal boetes per dag of per maand uit te schrijven? Bestaan er prestatiecontracten? Zijn dergelijke praktijken conform de wetgeving?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik ben tegen bonnenquota, omdat ik geloof dat het uitschrijven van bonnen nooit een doel op zich mag zijn. Burgers moeten weten dat zij alleen een proces-verbaal krijgen wanneer hun gedrag hiertoe aanleiding geeft.

Er is wel een verschil tussen quota inzake controles en quota inzake op te stellen pv's.

Quota inzake controles kaderen binnen een preventieve aanpak van de *community policing*, die wordt bepaald in een zonale aanpak. Zo wordt bij Bob-campagnes de bevolking op voorhand transparant en consequent ingelicht over grootschalige controles.

Het aantal processen-verbaal van die acties is niet op voorhand bekend of bepaald. Dat zou haaks staan op het idee van *community policing*.

Uiteraard is het niet verboden dat het verbaliserend gedrag van een individuele politiemedewerker wordt aangekaart.

Bepaalde fenomenen kan men alleen aanpakken op initiatief van de politieman, en de opvolging daarvan gebeurt op basis van evaluatiefunctioneringsgesprekken, maar niet door het lineair opleggen van quota aan een individuele politieman of -vrouw.

Ook artikelen 60 en 61 van de deontologische code van de politiediensten geven richtlijnen. Er wordt gewezen op het oordeelkundig optreden van de individuele politieman en de verplichting zich aan de

richtlijnen van de overheden te houden, zoals het zonale veiligheidsplan. Dit bevat de prioriteiten waarmee elke agent bij de uitvoering van zijn dienst rekening moet houden.

04.03 Leen Dierick (CD&V): Ik ben blij dat de minister ook van mening is dat het geenszins de bedoeling kan zijn om mensen op basis van dergelijke quota te evalueren. Als er een overtreding is, moet een proces-verbaal worden opgesteld. Het is de inbreuk zelf die belangrijk is, en niet het aantal inbreuken.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "illegalen en de veiligheid in en rond het station van Oostende" (nr. 2362)

05.01 Peter Logghe (VB): Illegalen die de treinsporen in Oostende oversteken om op de terreinen van de haven te geraken, zorgen steeds opnieuw voor gevaarlijke toestanden en vertragingen op de spoorlijn Brussel-Oostende. Wanneer zal hier eindelijk tegen opgetreden worden?

De plaatsen waar de mensensmokkelaars de illegalen achterlaten, zijn bekend. Erkent de minister de ernst van deze situatie? Zal er extra politie worden ingezet?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het migratie- en asielbeleid en de strijd tegen illegale migratie is een bevoegdheid van staatssecretaris Wathet. Ik kan enkel inlichtingen verschaffen over de inzet van de politie.

De Oostendse problematiek is inderdaad niet nieuw, maar het klopt niet dat de situatie recentelijk verergerd zou zijn. De politie weet niet waar de illegalen gedropt worden, want dat gebeurt niet volgens een vast patroon. De illegalen proberen de haven te bereiken als het donker is en in de winter gebeurt dat dus al tijdens de avondspits, vandaar dat de treinreizigers er nu meer last van hebben.

Begin vorige week was er overleg tussen de spoorwegpolitie, de scheepvaartpolitie, de NMBS, de lokale politie, het provinciaal communicatiecentrum van de politie, DirCo Brugge en de diensten van de havenkapitein. Er werd beslist om op korte termijn de afsluiting te verbeteren en 's nachts in opdracht van de NMBS permanent een externe bewakingsdienst in te schakelen. Er zal geen extra politie worden ingeschakeld, maar de spoorwegpolitie doet wel inspanningen om zoveel mogelijk aanwezig te zijn.

Er is over deze problematiek al jaren een nauwe samenwerking tussen alle politiediensten onder coördinatie van de cel Mensensmokkel van de federale gerechtelijke politie en het parket van Brussel. Naast de dagelijkse interventies loopt er ook de gerichte actie-Moesson, die de administratieve aanhouding en opsluiting van illegalen beoogt die in de kusthavens worden aangetroffen. Vorig jaar werden er door deze actie 285 illegalen gevat. Onder leiding van de DirCo Brugge waren er tijdens het Europees voorzitterschap specifieke acties in het kader van het Hermes-project, waarbij vorig jaar in Oostende 1.656 illegalen werden opgepakt.

05.03 Peter Logghe (VB): Alle politiemensen zeggen me dat zij wel degelijk weten waar en wanneer de illegalen gedropt worden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het Rampenfonds en de waterschade van november 2010" (nr. 2510)

06.01 Peter Logghe (VB): Experts schatten de schade aan de landbouw door de regenval van 11 tot 17 november 2010 op 55,72 miljoen euro. De verzekeringsmaatschappijen verzekeren de schade aan de gewassen niet en zullen ze dus ook niet vergoeden. Misschien moet het Rampenfonds tussenkomen voor de schade aan landbouwgewassen en schade aan particuliere gronden door contaminatie. Een aantal politici

voorspelt dat het Rampenfonds, dat momenteel 14 miljoen euro in kas heeft, niet in staat zal zijn om de schade door deze ramp te vergoeden.

Klopt dat? Kan de minister een stand van zaken geven in verband met deze waterschade? Hoeveel dossiers zijn er ingediend? Hoe zit het met de schaderegeling? Wat als er onvoldoende geld beschikbaar is? Wanneer zal de schade volledig in beeld zijn gebracht en wanneer zullen de schadevergoedingen worden betaald?

In mijn oorspronkelijke vraag, die aan staatssecretaris Clerfayt gericht was, stelde ik voor om de mensen die de schadedossiers opstellen ook de bevoegdheid te geven om de schadevergoedingen uit te betalen. Alle verzekeringsmaatschappijen werken op die manier, tot grotere tevredenheid van de klanten. Wordt op mijn suggestie ingegaan?

06.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Het Rampenfonds behoort tot de bevoegdheid van minister Reynders en niet van staatssecretaris Clerfayt.

Er worden 1.212 dossiers verwacht voor deze ramp. Er zijn tot nog toe 36 dossiers ingediend bij de provinciegouverneurs. Zij zullen beslissingen nemen van zodra de deskundige onderzoeken zijn uitgevoerd. Op 31 maart 2011 verstrijkt de termijn voor het indienen van de schadedossiers bij de provinciegouverneurs voor de gemeenten die werden opgenomen in het KB van 26 november 2010. De lijst van gemeenten in dit KB zal nog worden uitgebreid via een nieuw KB. Dat wordt voorbereid. Pas wanneer alle gouverneurs alle vergoedingsbeslissingen hebben getroffen, zal men duidelijk weten hoeveel geldige dossiers er werden ingediend en voor hoeveel het Rampenfonds moet tussenkomen.

Het is niet mogelijk een vaste datum voorop te stellen voor het uitbetalen van de schadevergoedingen, want dit hangt van vele factoren af zoals van het aantal ingediende dossiers en de datum van indiening, de volledigheid en de complexiteit van elk dossier afzonderlijk. Bovendien is er de mogelijkheid om een beroepsprocedure op te starten en is er een door de wet verplichte wederbelegging. De door de provinciegouverneur toegekende herstelvergoeding wordt immers maar uitbetaald naarmate de beschadigde goederen zijn hersteld of de vernietigde goederen zijn vervangen. Zestig procent van de vergoeding wordt als een tegemoetkoming uitbetaald en daarna beschikken de geteisterden over drie jaar om de volledige wederbelegging uit te voeren. Zodra de provinciegouverneur zijn beslissing betekend heeft aan mijn diensten wordt de vergoeding minstens gedeeltelijk binnen de drie weken uitbetaald.

Wat het Rampenfonds betreft, bestaat er een wettelijke verplichting om de mensen uit te betalen, ook als er onvoldoende middelen zouden zijn, maar daarvan hebben we geen indicaties.

06.03 **Peter Logghe** (VB): Tot welke datum kunnen dossiers worden ingediend?

06.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Tot drie maanden na 26 november 2010, dus tot 26 februari 2011.

06.05 **Peter Logghe** (VB): Als er geen geld genoeg is in het Rampenfonds, dan zal men wellicht het kapitaal verhogen en dit als lening in de begroting opnemen.

06.06 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Dat is de bevoegdheid van de minister van Financiën.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de uitbesteding van de schoonmaak van de gebouwen van de federale politie" (nr. 2375)
- de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de ongerustheid van de vakbondsorganisaties over banenverlies bij de federale politie als gevolg van de mogelijke uitbesteding van de schoonmaakdiensten" (nr. 2388)

De **voorzitter**: Vraag nr. 2388 van de heer Jadot was uitgesteld, maar wordt zonder voorwerp na de vraag van mevrouw Temmerman.

07.01 Karin Temmerman (sp.a): Het Hoog Overlegcomité voor de Politiediensten overweegt om de schoonmaak van de gebouwen van de federale politie uit te besteden. Grof berekend zouden er door deze maatregel op middellange termijn zo'n 600 jobs verloren gaan.

Wat waren de motieven om de uitbesteding te overwegen? Welk budget werd ervoor uitgetrokken? Waar gaan de mensen die nu in dienst zijn, naartoe?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Op 19 januari 2011 werden de vakbonden ingelicht over een eerste project inzake de eventuele uitbesteding van de schoonmaak van de gebouwen van de federale politie. Zij hebben hun advies gegeven. Er is dus geen definitieve beslissing genomen en er is syndicaal overleg geweest, zoals dat hoort. De vakbonden worden op de hoogte gehouden en directeur-generaal Steun heeft verklaard dat dergelijke ingreep gepaard moet gaan met de nodige sociale begeleidingsmaatregelen.

De schoonmaak van hun gebouwen is geen kerntaak van de politie. Volgens het Nationaal Veiligheidsplan 2008-2011 moet worden onderzocht of taken die niet politiespecifiek zijn, kunnen worden uitbesteed. Het project betreft een twintigtal fulltime equivalenten en de winst voor de federale politie wordt geraamd op 80.000 euro.

07.03 Karin Temmerman (sp.a): Kan de minister ook antwoorden op mijn vraag betreffende het budget?

07.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik zal het laten opzoeken.

07.05 Karin Temmerman (sp.a): Ik begrijp dat het vooral om efficiëntie gaat. Is aan het plan een onderzoek voorafgegaan of is het een zaak die al vastlag?

07.06 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): In het Nationaal Veiligheidsplan 2008-2011 staat dat voor niet-politionele taken moet worden onderzocht of er geen efficiëntere manier bestaat om de middelen te besteden. Indien uit een onderzoek blijkt dat er 80.000 euro minder kan worden uitgegeven, dan is dat het overwegen waard, uiteraard in overleg met de syndicale organisaties.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "treintransport met kernafval uit Frankrijk" (nr. 2363)
- de heer Franco Seminara aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het recent transport van kernafval via het spoor over het Belgisch grondgebied" (nr. 2522)

08.01 Franco Seminara (PS): Op 3 februari 's avonds is er in Mol een trein aangekomen met radioactief afval afkomstig uit de kerncentrales van Doel en Tihange, dat in La Hague (Frankrijk) was gecompacteerd. De vaten kernafval werden vervolgens overgeladen op vrachtwagens die via Dessel naar de opslagplaats van Belgoproces zijn gereden.

Op welke wijze was het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) betrokken bij de beveiliging van dat kernafvaltransport door België? Hoe werd die kernafval opgeslagen op de site van Belgoproces? Welke veiligheidsvoorschriften heeft het FANC zowel tijdens het vervoer als bij de opslag gevolgd?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De vaten moeten goedgekeurd worden door de bevoegde autoriteiten van de betrokken landen (het FANC doet dat wanneer de vaten op Belgisch grondgebied worden gebruikt). Het FANC moet vooraf een vergunning verlenen voor het transport van radioactief materiaal. De organisatie van dergelijke transporten wordt samen met het FANC, het crisiscentrum en de federale politie, de verzender, de ontvanger en de transporteurs gecoördineerd. Om zowel de beveiliging als de veiligheid te garanderen, worden zulke transporten gevolgd en begeleid door de Belgische autoriteiten.

Het gecompacteerd afval wordt op de site van Belgopress opgeslagen in gebouw 136, dat speciaal ontworpen is voor de tussentijdse opslag van het verglaasde en gecompacteerd afval dat door AREVA in La Hague opgewerkt werd.

De containers die gebruikt worden voor zulke transporten zijn zo ontworpen dat mens en milieu gevrijwaard worden, zowel in normale omstandigheden als in geval van een ongeluk, ongeacht de wijze van transport. Ze beantwoorden aan de criteria van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie, die in de transportreglementering vervat zijn.

Wat de opslag betreft, is Belgoprocess een nucleaire inrichting van klasse I. Voor zo een inrichting moet er een oprichtings- en exploitatievergunning worden verleend bij koninklijk besluit. De dienst voor fysieke controle van de exploitant ziet toe op de tenuitvoerlegging en de naleving van die voorwaarden en het FANC en dochteronderneming BEL V voeren de controle uit.

08.03 Franco Seminara (PS): De beveiliging van nucleair afval dat in ons land wordt opgeslagen, moet met de nodige omzichtigheid gebeuren. Onze medeburgers en ons leefmilieu mogen immers niet in gevaar worden gebracht.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2363 van de heer Calvo vervalt. Vraag nr. 2390 van de heer Jadot wordt uitgesteld.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het onrechtmatige gebruik van helikopters van de federale politie" (nr. 2513)

- de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het onderzoek van het Brusselse parket naar dubieuze praktijken bij de dienst Luchtsteun van de federale politie te Melsbroek" (nr. 2629)

09.01 André Frédéric (PS): Het parket te Brussel zou een onderzoek geopend hebben naar dubieuze praktijken bij de dienst Luchtsteun van de federale politie te Melsbroek. Personeelsleden zouden helikopters voor privédoeleinden hebben gebruikt en zich niet gehouden hebben aan de procedures met betrekking tot overheidsopdrachten. Een vluchtsimulator met een geschatte waarde van 300.000 euro zou zijn verdwenen.

Kan u die informatie bevestigen? Zo ja, hoe is het mogelijk dat politiemensen helikopters voor privédoeleinden kunnen gebruiken? Vond er een a posteriori controle plaats? Welke procedure moet de federale politie volgen als ze helikopters wil inzetten?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik bevestig dat het parket te Brussel naar aanleiding van de informatie waarnaar u verwijst met een onderzoek is gestart dat onder de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden valt. De dienst Luchtsteun vervult operationele opdrachten, geeft opleiding aan piloten en operatoren en onderhoudt de toestellen.

Over het algemeen hoeft er bij een opdracht slechts een enkel toestel te worden ingezet, in uitzonderlijke gevallen zijn er meerdere nodig. De helikopters worden ingezet ten bate van de eenheden van de lokale en federale politie, de civiele veiligheid of civiele bescherming. De vluchten verlopen onder toezicht van de Belgische luchtverkeersleiding. Van elke opdracht wordt er een verslag opgesteld.

09.03 André Frédéric (PS): Ik wacht dan ook met ongeduld op de conclusies van het onderzoek.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de duur van de opleiding van agenten" (nr. 2633)

- mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opleiding voor nieuwe agenten" (nr. 2639)

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): In de buurlanden neemt de opleiding van politieagenten twee jaar in beslag, in België slechts één jaar. Met een langere opleiding zouden aspiranten meer basistaken aanleren, waardoor ook de internationale uitwisseling van politiemensen gemakkelijker zou worden.

Wat is het standpunt van de minister ter zake? Waarom heeft de nationale werkgroep tot 2015 nodig voor de uitwerking van de nieuwe opleiding? Wordt er ook overlegd met de Gemeenschappen?

10.02 Leen Dierick (CD&V): Hoe wordt er toegezien op de kwaliteit van de opleidingen die door de provinciale politiescholen worden gegeven? Werden hiervoor eindtermen vastgelegd? Hoe wordt het resultaat gecontroleerd en wat zijn de bevindingen van de controles? Scoren alle provinciescholen even hoog?

Klopt het dat de basisopleiding voor politiemensen in ons land zoveel korter is dan in de ons omringende landen? Wordt er bij de berekening van de opleidingsduur ook rekening gehouden met het principe van *learning on the job*? Wat is de budgettaire impact van een verlenging van de opleiding?

10.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De duur van de basisopleiding in België is niet noodzakelijk korter dan elders. In Frankrijk en Zwitserland duurt de opleiding eveneens één jaar, in Nederland drie jaar. Een en ander is afhankelijk van het vereiste diplomaniveau voor de toelating tot de politieopleiding. Bovendien is de stage bij ons een belangrijk onderdeel van de basisopleiding, die dus sowieso langer dan één jaar duurt.

Voor de huidige eindtermen verwijs ik naar het ministerieel besluit van 2002, waarin het competentieprofiel voor een inspecteur van politie wordt geschetst. De kwaliteitscontrole staat dan weer beschreven in het KB van 2008 betreffende de pedagogische normen van de politiescholen. Minstens één keer per jaar moet men via proeven de kwaliteit van de basisopleidingen evalueren. Op basis van de resultaten worden aanbevelingen opgesteld om de kwaliteit te verbeteren. Deze proef werd een eerste keer georganiseerd op 30 september 2009. De analyse leidde tot een dubbele vaststelling: er is een zekere homogeniteit tussen de politiescholen, maar er moeten wel bijkomende inspanningen worden geleverd om de kennis van aspiranten over thema's zoals verkeerswetgeving en strafrecht te verbeteren.

Via de jaarlijkse opleidingsplannen bepaal ik de prioriteiten. Zo vraag ik dat sommige zaken, zoals het goed opstellen van een pv, worden opgenomen in het volgende opleidingsplan.

Ten slotte wordt de kwaliteit ook gecontroleerd via de erkenningsdossiers, in de opleidingsraden en de pedagogische comités, alsook aan de hand van zelfevaluatie rapporten.

Op langere termijn komt er het project 'De politie, een lerende organisatie', dat ook bedoeld is om de opleiding te vernieuwen en om de richtlijnen van het hoger Europees onderwijssysteem, zoals vastgelegd in Bologna en Kopenhagen, te implementeren. Volgens mij moeten we er op termijn voor zorgen dat ons systeem compatibel is met andere systemen, wat veel meer gediversifieerde instroom garandeert.

In 2010 heeft de interne evaluatie plaatsgevonden. De externe evaluatie via visitatiecommissies vindt plaats in 2011. Na de bepaling van de begin- en eindtermen, na de vastlegging van partnerschappen met universiteiten en hogescholen en na het regelen van de financiering, zal het nieuwe opleidingstraject kunnen starten in 2013.

Van bij het begin werden de Gemeenschappen bij de projecten betrokken. Zij zijn trouwens ook lid van de stuurgroep. De budgettaire impact van de verlengde opleiding kan moeilijk worden geraamd.

10.04 Leen Dierick (CD&V): Het is belangrijk dat ook de stage in rekening wordt gebracht bij de duur van een opleiding. Ook de betaalbaarheid is een niet te verwaarlozen factor, aangezien de cursisten tijdens hun

opleiding betaald worden. Uiteindelijk moet er rekening worden gehouden met de aanbevelingen in de evaluatie van de politiehervorming door de federale politieraad.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 2513 en 2514 van mevrouw Delacroix-Rolin worden omgezet in schriftelijke vragen.

Voorzitter: André Frédéric.

11 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de daling van de straatcriminaliteit in Kuregem" (nr. 2543)

11.01 Ben Weyts (N-VA): In Kuregem heeft men de nultolerantie ingevoerd om de straatcriminaliteit te bestrijden. Het aantal feiten van sackjacking, diefstal van voertuigen, vandalisme en diefstal met geweld daalde in 2010 met 28 procent ten opzichte van 2009. Toen de extra politiemensen moesten worden ingezet voor het Europees voorzitterschap, steeg het aantal feiten echter ogenblikkelijk.

Hoe evolueerden de cijfers in de hele politiezone? Wat is de evolutie in de andere politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de aangrenzende zones Sint-Pieters-Leeuw en Dilbeek? Hoeveel extra politiemensen werden er in 2010 op het terrein ingezet? Welk deel van de bijkomende inzet bekwam men door een heroriëntering of verplaatsing van de beschikbare capaciteit binnen politiezone Zuid? Wat is het aandeel hierin van de federale politie?

Blijft de steun van de federale politie ook in 2011 gehandhaafd? Zal de gehanteerde aanpak ook op lange termijn tot meer veiligheid leiden? Is het een goed instrument om ook in de toekomst in te zetten, mogelijk in andere situaties op andere terreinen?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stellen we een algemene – en in veel gevallen een zeer significante – daling vast van het aantal geregistreerde feiten. Voor de gemeenten Sint-Pieters-Leeuw en Dilbeek is er een lichte daling voor de sackjackings en een status-quo voor andere feiten.

De nultolerantie ging van start op 6 februari 2010. In totaal zette de federale politie tussen februari en december 2010 22.452 manuren in. Dit is ongeveer 70 procent van de totale inzet in die periode. De federale steun wordt voortgezet in 2011. Er is voorzien in een evaluatie op 31 maart 2011.

Meer blauw op straat werpt vruchten af. Als er bijvoorbeeld minder agenten zijn door een Europese top of een gevangenisstaking, zien we bijna onmiddellijk die dag een stijging van het aantal criminele feiten.

Eens te meer werd duidelijk dat politie en parket belangrijk werk leveren, maar dat Justitie te traag volgt. Dit ondermijnt het rendement van de politie-inzet.

De nultolerantie zorgt voor de significante daling van de criminaliteitscijfers en zorgt ervoor dat de politie en lokale overheid het terrein terug bezetten.

De zone Brussel-Zuid zal – net als de zone Brussel-Noord – werken met een Kobanwerking, een vorm van wijkwerking waarbij de agenten zeer dicht bij de burger staan en een vertrouwensrelatie opbouwen. Dit is een werk van lange adem. Het Gewest zal voornamelijk moeten investeren in onderwijs en het creëren van arbeidsplaatsen.

11.03 Ben Weyts (N-VA): Ik heb geen cijfers gekregen voor de aangrenzende politiezones Sint-Pieters-Leeuw en Dilbeek. Ik kreeg ook geen antwoord op mijn laatste vraag.

11.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik kan de heer Weyts de cijfers overhandigen. De cijfers zijn zo goed dat ik ze bijna niet durfde geven.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2554 van de heer Van Hecke wordt uitgesteld.

12 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbestedingsprocedure voor de ontwikkeling van de tool voor de risicoanalyse voor de civiele veiligheid" (nr. 2572)

12.01 Leen Dierick (CD&V): Er werd een aanbestedingsprocedure uitgeschreven voor de ontwikkeling van de risicoanalyse die onder meer door de nog op te richten brandweezones zou worden gebruikt. Naar verluidt is er bij de Raad van State tegen de gunning van die opdracht een procedure aangespannen.

Klopt dat? Zo ja, wat zijn dan de gevolgen van de ontwikkeling voor de risicoanalyse? Hoe is de verdere timing? Kan de ontwikkeling van de risicoanalyse worden versneld?

12.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Vorig jaar werd een overheidsopdracht uitgeschreven voor de ontwikkeling en de implementatie van een risicoanalyse op zonaal niveau. Een van de inschrijvers heeft tegen de beslissing tot toewijzing een beroep tot schorsing ingediend bij de Raad van State. De Raad is overgegaan tot de schorsing van de tenuitvoerlegging van de toewijzingsbeslissing. Bovendien is de ontevreden inschrijver ook naar de rechtbank gestapt. Die gerechtelijke procedures leidden tot een vertraging in het dossier. De administratie onderzoekt de offertes opnieuw. Over enkele weken volgt een nieuwe toewijzingsbeslissing.

12.03 Leen Dierick (CD&V): Dit is cruciaal voor het starten van de nieuwe brandweezones. Het moet nu snel gaan. De mensen op het terrein willen vooruit.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheids- en preventiecontracten" (nr. 2573)

13.01 Leen Dierick (CD&V): Betreffende de financiering van de veiligheids- en preventiecontracten heeft de regering van lopende zaken enkele maanden geleden beslist die contracten te verlengen tot eind juni 2011.

Komt er een nieuwe verlenging?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Op 15 december 2010 werden de contracten verlengd tot 30 juni 2011. Deze contracten zijn essentieel voor de nultolerantie en de samenlevingsopbouw. Ik bereid momenteel een nieuw dossier voor om de ministerraad voor te stellen de veiligheidscontracten opnieuw te verlengen. Ik weet immers dat er opzegtermijnen zijn, die opnieuw een grote onzekerheid op het terrein veroorzaken.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de mogelijke gehoorschade bij jonge kandidaat-politieagenten en kandidaat-brandweermannen" (nr. 2590)

14.01 Leen Dierick (CD&V): In Vlaanderen deed de minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur een aantal voorstellen om de grijze zones in de geluidswetgeving weg te werken. Zij wil vooral duidelijke geluidsnormen voor publieke ruimtes en grote evenementen zoals muziekfestivals en sportmanifestaties. Dat is nodig gezien de toenemende gehoorschade bij jongeren. De voorbije jaren zouden steeds meer kandidaten voor de politie- en brandweeropleidingen geweigerd zijn wegens gehoorschade.

Klopt dat? Beschikt de minister over cijfers die een toename van dit probleem bewijzen?

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De medische criteria, waaraan kandidaten voor het operationeel kader van de politiediensten moeten voldoen, laten op de frequenties 500, 1.000 en 2.000 hertz een gemiddeld gehoorverlies van 30 decibel toe. Het komt zelden voor dat een ernstiger gehoorverlies wordt vastgesteld. Derhalve is er momenteel geen noemenswaardige toename van het aantal weigeringen omwille van gehoorverlies. Doch men stelt bij de kandidaten wel een toename vast van de gehoorschade zonder daarbij het toegelaten gehoorverlies van 30 decibel tussen de genoemde frequenties te overschrijden.

De rekrutering van brandweermannen is een gemeentelijke bevoegdheid. De eventuele weigering van kandidaten behoort dus tot de bevoegdheid van de bij de selectieprocedure betrokken arbeidsgeneeskundige diensten. Wij beschikken niet over cijfers in dat verband en ik weet niet of de gemeenten daarover statistieken bijhouden.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

15 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten (CGPP)" (nr. 2592)

15.01 **André Frédéric** (PS): Kan een hoofdcommissaris die voorzitter is van de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten en die een beslissing moet nemen, toegang hebben tot medische gegevens? Zou het niet beter zijn de praktische en operationele kant gescheiden te houden en het medisch aspect enkel aan artsen voor te behouden?

15.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Dankzij de multidisciplinaire aanpak kunnen we in het belang van het personeelslid alle mogelijke hypothesen in overweging nemen. De voorzitter staat borg voor de procedure, is niet betrokken bij de puur medische bespreking en is door het beroepsgeheim gebonden.

Dat heeft nog nooit voor problemen gezorgd.

15.03 **André Frédéric** (PS): Ik hoop dat niemand beroep zal instellen, want het is niet normaal dat een niet-medicus toegang heeft tot medische en dus persoonlijke gegevens.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de medische controle bij de politie" (nr. 2593)

16.01 **André Frédéric** (PS): Heel wat korpschefs zijn van mening dat de medische controle nutteloos is, omdat vrijwel niemand vervroegd weer aan het werk wordt gezet. Deze controles zijn echter aanzienlijke kostenposten.

Hoeveel medische controles werden er in 2008, 2009 en 2010 uitgevoerd? In hoeveel gevallen werd er beslist om iemand vervroegd weer aan het werk te zetten? Als deze controles inderdaad nutteloos blijken, bent u dan van plan om maatregelen te treffen?

16.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): In 2009 werden er 8.005 controles uitgevoerd, waarvan er 254 geleid hebben tot een wijziging van de zogenaamde periode van ongeschiktheid. In 393 gevallen werd de afwezigheid niet door de controlearts onderschreven. In 2010 werden er 8.419 controles uitgevoerd, waarvan er 266 geleid hebben tot een wijziging van de zogenaamde periode van ongeschiktheid. In 414 gevallen werd de afwezigheid niet door de controlearts onderschreven.

Teneinde het absenteïsme beter te kunnen bestrijden, ontwikkelde de medische dienst een programma waarmee de medische controles kunnen worden beheerd. Het programma werkt op basis van een verklaring van afwezigheid die door de personeelsdienst via de Calog-software wordt ingevoerd.

Met die nieuwe aanpak van het absenteïsme kan er worden gereageerd op de gevallen van

arbeidsongeschiktheid van korte duur.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de gedwongen opname ter observatie" (nr. 2620)

17.01 Valérie Déom (PS): Volgens de kranten van de groep *Vers l'Avenir* van maandag, zou men aan een arts een gedwongen opname ter observatie van een van zijn patiënten hebben geweigerd, zogenaamd omdat zulks niet mogelijk is op een vrijdagavond. De officier van de wacht zou aan de arts hebben gezegd dat hij zelf maar naar het politiebureau moest komen, dat men dan een ploeg zou sturen om de patiënt 'op te vissen', dat men deze twee of drie dagen 'in de bak' zou stoppen en maandag of dinsdagochtend door een psychiater zou laten onderzoeken.

Het behoort toch tot de taken van de politie om personen en goederen te beschermen, hulp te verlenen aan al wie in gevaar verkeert en toezicht te houden op wie zijn gezondheid en veiligheid ernstig in gevaar brengt of een ernstige bedreiging vormt voor het leven en de lichamelijke integriteit van anderen.

Werden er u al soortgelijke situaties gemeld? Worden er specifieke initiatieven genomen om politiebeambten van deze problematiek bewust te maken? Dergelijke situaties kunnen uit de hand lopen. Wat denkt u te ondernemen om een herhaling van een en ander in de toekomst te voorkomen?

17.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De diagnose en de behandeling van psychische stoornissen mogen niet leiden tot enige beperking van de individuele vrijheid. De beschermingsmaatregelen die op dat gebied kunnen worden genomen, worden opgelegd door de vrederechter. Ze mogen alleen ten aanzien van een geesteszieke worden genomen indien hij zijn gezondheid en zijn veiligheid ernstig in gevaar brengt of een ernstige bedreiging vormt voor andermans leven of integriteit, bij gebrek aan enige andere geschikte behandeling.

In het door u aangehaalde geval moet de arts zich wenden tot de procureur des Konings of de vrederechter, volgens de ernst van de situatie. De politiediensten hebben ter zake geen enkele initiatiefbevoegdheid. Indien de procureur des Konings bij urgentie beslist een persoon ter observatie te laten opnemen, vordert hij de politiediensten. Het vervoer van de patiënt naar de psychiatrische afdeling waar hij ter observatie wordt opgenomen, wordt georganiseerd door de directeur van de betrokken inrichting.

In 2010 heeft de door u geschetste situatie zich maar éénmaal voorgedaan. De basisopleiding van de politieambtenaren omvat een module met betrekking tot hun bevoegdheid om op te treden in het raam van de opvang van geesteszieken.

17.03 Valérie Déom (PS): In het door de arts geschetste geval vormde de zieke blijkbaar een ernstige bedreiging voor zichzelf of zijn omgeving. Volgens mij moet in zo een geval de politie het dossier voorleggen aan de procureur des Konings.

Ik las in de pers dat substituten en procureurs des Konings een verschil maken tussen een opname ter observatie op weekdays en tijdens het weekeinde. Ik vind dat zorgwekkend.

Het incident is gesloten.

18 Samengevoegde vragen van

- de heer Christophe Bastin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de staking van de 100-centrale te Namen" (nr. 2623)

- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de situatie bij en de toekomst van de 100-centrale te Namen" (nr. 2640)

18.01 Christophe Bastin (cdH): Op 7 februari hebben de operatoren van de 100-centrale te Namen een stakingsaanzegging ingediend voor een staking tot de finish, die geen negatieve gevolgen zal hebben voor de inwoners van Namen, aangezien enkel de administratie zal worden lamgelegd.

De eisen van de stakers draaien rond het statuut en de toekomst van het personeel van de 100-centra, dat op financieel vlak blijktbaar door de federale overheid over het hoofd werd gezien.

In Namen werken er 18 gemeentelijke operatoren en 15 federale, die de dienst komen versterken. Deze twee categorieën van werknemers voeren dezelfde taken uit, maar de gemeentelijke ambtenaren moeten diensten van 12 uur kloppen, terwijl de federale operatoren die ter versterking worden ingezet dagelijks 7 uur 36 minuten presteren.

Voorts had men besloten een migratieproject voor een geïntegreerd communicatiesysteem (met ASTRID-technologie, project 112) op te starten.

Hoe zal u de professionele situatie van het personeel van de 100-centra stabiel maken? Heeft u maatregelen genomen om een einde te maken aan de onverenigbaarheid tussen de twee categorieën van werknemers in dezelfde centrale? Hoe zal u de implementatie van de 112-centra in de provincie Namen verder aanmoedigen? Welke financiële steun zal de overheid toekennen?

18.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Bij het centrum 100-112 te Namen werken er momenteel 18 gemeentelijke operatoren en 13 federale operatoren, die eerstgenoemden moeten bijstaan voor, tijdens en na de migratie.

Het statuut van federale en gemeentelijke operatoren verschilt van elkaar, maar de werktijden zijn hetzelfde. Die verschillen zullen weggewerkt worden dankzij de integratie van de gemeentelijke operatoren in het federale systeem. Er wordt nu politiek overleg gevoerd over de ontwerpen van koninklijk besluit.

Die federalisering is een van de sleutelfactoren voor het welslagen van de migratie van de 100-centra. Het 100-centrum van Namen zal in de herfst van 2011 overschakelen. De kosten zullen ten laste genomen worden door de federale Staat. Het rechtsgeding tussen de stad Namen en de federale Staat is nog hangende. Een eerste vonnis met betrekking tot de beginselen werd uitgesproken in het voordeel van Namen, maar een tweede met betrekking tot het bedrag moet nog worden uitgesproken. Er zal hoger beroep worden aangetekend.

18.03 **Christophe Bastin** (cdH): U heeft me overtuigd, mevrouw de minister.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2640 van de heer Gilkinet vervalt.

Vraag nr. 2658 van mezelf wordt uitgesteld tot de volgende vergadering. Ook vraag nr. 2601 van de heer Schoofs is uitgesteld tot volgende week, net als vraag nr. 2554 van de heer Van Hecke.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.20 uur.